VIAVOICE

SEPTEMBRE 2026

Vague 1 – Environnement et climat

Les Français face à leur avenir

Un baromètre Viavoice pour Radio Classique et le Groupe Matmut

Adrien Broche
Margot Hoché
François Miquet-Marty

Le GROUPE matmut

RADIO CLASSIQUE

Sommaire

01 **Modalités de réalisation**
Échantillon, terrain et représentativité

02 **Principaux enseignements**
La synthèse analytique par Viavoice

03 **Indicateurs barométriques · Volet 1**
Scénario environnement et climat : désirabilité, probabilité et préparation

04 **Indicateurs complémentaires · Volet 1**
Acteurs référents, zones à risque, domaines d'action prioritaires

Modalités de réalisation

Modalités de réalisation

Étude réalisée par **Viavoice** pour **Radio Classique** et le groupe **Matmut**.

Édition 1

Environnement et climat

Interviews réalisées en ligne du 2 au 9 septembre 2026.

1 000 PERSONNES
(GRAND PUBLIC)

Échantillon représentatif de la population âgée de 18 ans et plus résidant en France métropolitaine.

Représentativité assurée par la méthode des quotas : sexe, âge, profession, région et catégorie d'agglomération.

ANALYSE

Principaux enseignements

La synthèse analytique par Viavoice

Face au risque climatique, une tension entre demande d'individualisation et permanence des attentes collectives

1. L'individualisation de la protection n'est plus un scénario repoussoir

L'idée d'une protection davantage fondée sur la responsabilité individuelle apparaît désormais aussi acceptable que crédible : 59 % des Français jugent cette évolution souhaitable et 59 % probable d'ici 2040.

Le mouvement est donc significatif : face aux risques climatiques, les Français semblent intégrer qu'ils pourraient demain avoir à assumer une part plus importante de leur propre protection. L'individualisation entre dans le champ des futurs possibles, mais aussi désirables.

2. Plus de responsabilité individuelle ne signifie pas moins de collectif

C'est sans doute l'un des principaux enseignements de cette première vague : individualisation ne rime pas avec privatisation du risque. Lorsqu'il s'agit de déterminer qui doit organiser la protection face aux risques climatiques, l'État reste très largement en première ligne : 51 % des Français lui attribuent prioritairement cette responsabilité, loin devant les citoyens eux-mêmes ou les collectivités locales.

L'opinion en appelle à un modèle hybride : davantage de responsabilité à l'échelle individuelle, mais dans un système dont l'organisation et les garanties resteraient collectives.

3. Une idée qui avance plus vite que la capacité à l'organiser

Si les Français peuvent envisager intellectuellement cette transformation, ils doutent fortement de la capacité du pays à la mettre en œuvre. Seuls 21 % estiment aujourd'hui que la France est prête à organiser un système reposant davantage sur l'individualisation des risques alors que les ¾ pensent l'inverse.

Le frein apparaît donc moins comme un refus de principe que comme un doute sur la capacité collective à conduire la transition.

4. Un paradoxe : un changement paraît possible individuellement, beaucoup moins collectivement

À titre personnel, les opinions sont beaucoup plus partagées : 47 % se déclarent prêts à payer leur protection en fonction de leur propre niveau de risque, contre 46 % qui ne le sont pas.

Un décalage apparaît ainsi entre des individus qui commencent à se projeter dans ce nouveau modèle et un pays qu'ils jugent encore incapable de l'organiser. L'enjeu des prochaines années pourrait donc moins être de convaincre les Français du principe de cette évolution que de construire les règles, les garanties et la confiance permettant de la rendre acceptable en pratique.

INDICATEURS BAROMÉTRIQUES · VOLET 1

L’hypothèse d’une protection davantage proportionnée au risque individuel

Scénario : « En 2040, la protection face aux risques climatiques repose largement sur la responsabilité de chacun : ceux qui vivent dans des zones exposées ou qui n’adaptent pas leur logement paient davantage pour s’assurer et se protéger. Chacun contribue à hauteur du risque qu’il représente. »

La responsabilisation individuelle face aux risques climatiques apparaît comme un avenir possible et relativement acceptable, malgré une France jugée encore peu préparée à ce modèle

QUEL AVENIR ?

Un scénario qui apparaît autant souhaitable que probable : 59 % des Français le jugent désirable et autant estiment qu'il pourrait réellement advenir, signe d'une faible tension entre futur souhaité et futur anticipé.

59 % jugent le scénario probable

59 % le jugent désirable

0 de tension prospective

SOMMES-NOUS PRÊTS ?

Le principal décalage porte en revanche sur la préparation : près d'un Français sur deux se dit personnellement prêt à ce modèle, quand seulement 21 % jugent la France prête à l'organiser.

21 % jugent la France prête

47 % se disent personnellement prêts

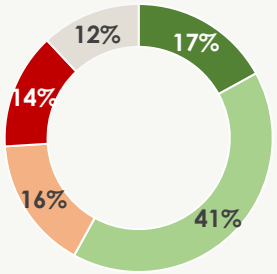
+26 pts d'écart de préparation

38 points **séparent la probabilité accordée à ce scénario de la capacité perçue de la France à l'organiser**

Un modèle de protection davantage individualisé qui recueille une adhésion majoritaire

« En 2040, la protection face aux risques climatiques repose largement sur la responsabilité de chacun : ceux qui vivent dans des zones exposées ou qui n'adaptent pas leur logement paient davantage pour s'assurer et se protéger. Chacun contribue à hauteur du risque qu'il représente. »
Trouvez-vous que ce scénario serait ?

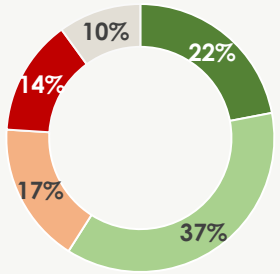
POUR VOUS



Une bonne chose
58 %

Une mauvaise chose
30 %

POUR LA FRANCE



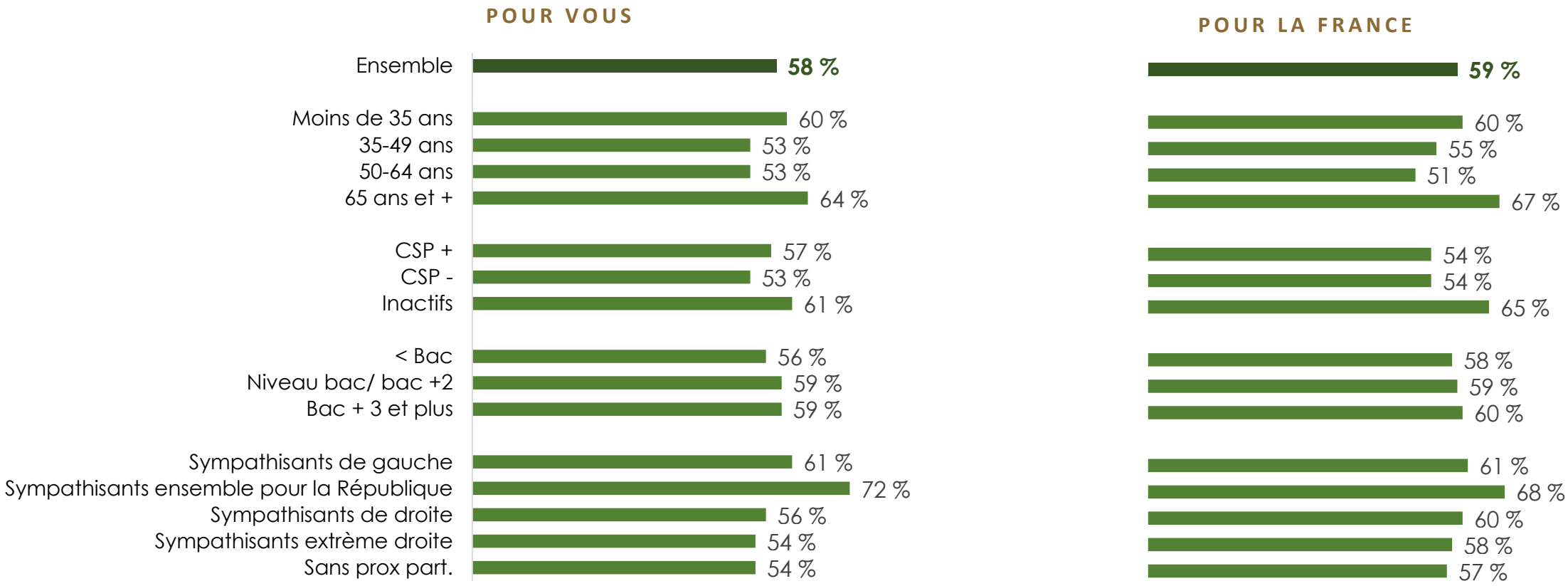
Une bonne chose
59 %

Une mauvaise chose
31 %

Une très bonne chose | Une assez bonne chose | Une assez mauvaise chose | Une très mauvaise chose | Non réponse

« En 2040, la protection face aux risques climatiques repose largement sur la responsabilité de chacun : ceux qui vivent dans des zones exposées ou qui n'adaptent pas leur logement paient davantage pour s'assurer et se protéger. Chacun contribue à hauteur du risque qu'il représente. »
Trouvez-vous que ce scénario serait ?

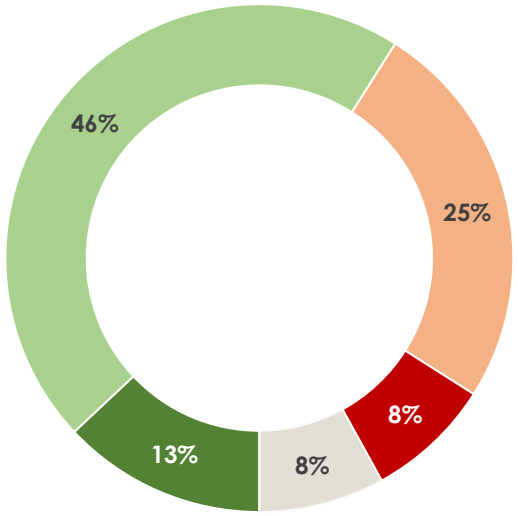
Une bonne chose



Six Français sur dix jugent probable qu'un modèle fondé sur la responsabilité individuelle s'impose d'ici 2040

Pensez-vous que ce scénario se produira réellement d'ici 2040 ?

RÉSULTAT D'ENSEMBLE

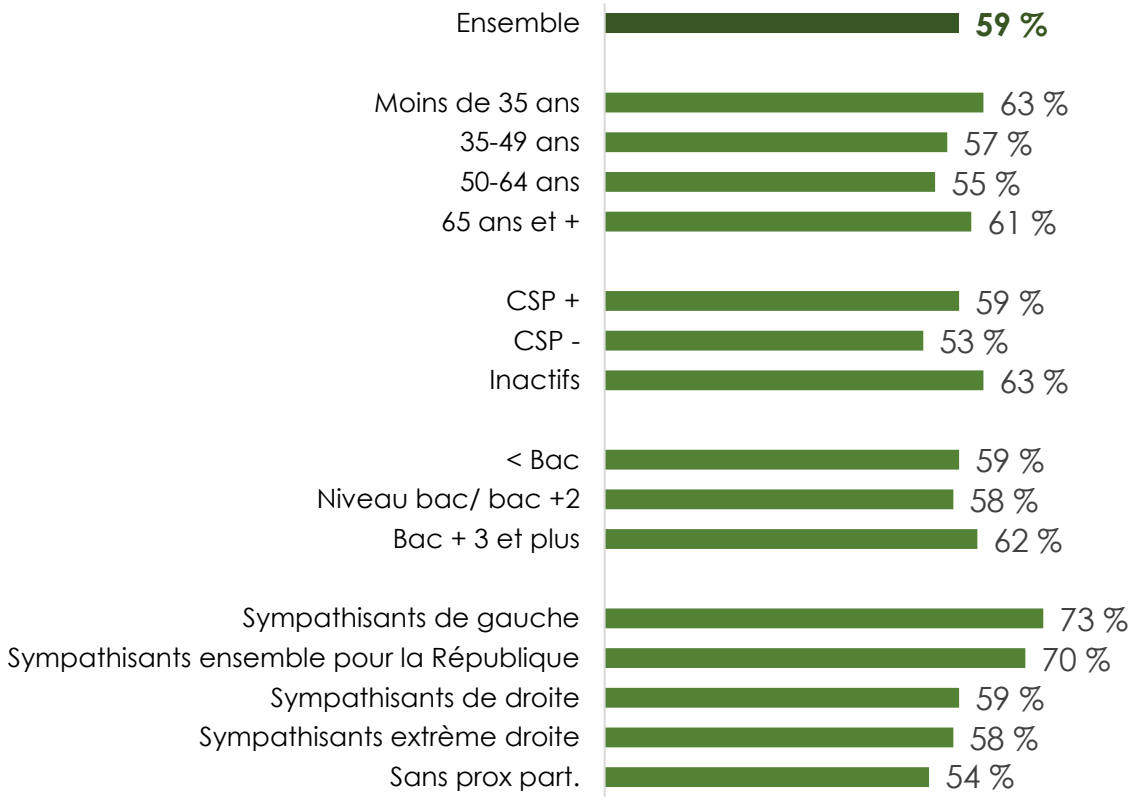


Probable
59 %

Peu probable
33 %

Certainement
Probablement
Probablement pas
Certainement pas
Non réponse

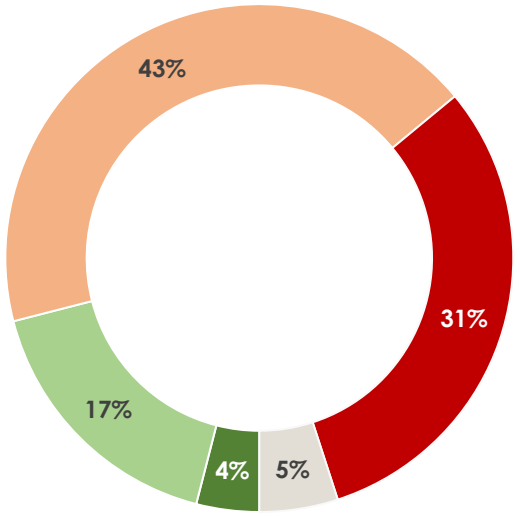
SELON LES PROFILS



Un doute sur la capacité collective à organiser la transition, **seuls deux Français sur dix estiment que la France est aujourd'hui prête à l'organiser**

La France vous semble-t-elle aujourd'hui prête ou non à organiser ce modèle ?

RÉSULTAT D'ENSEMBLE

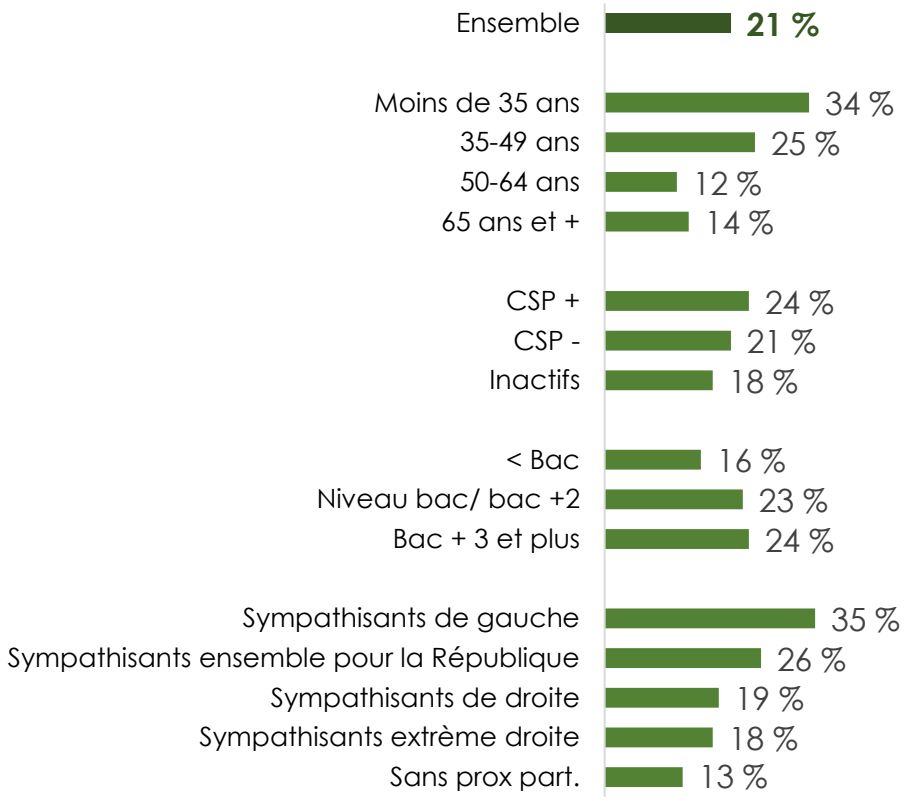


Prête
21 %

Pas prête
74 %

Tout à fait prête
Plutôt prête
Plutôt pas prête
Pas prête du tout
Non réponse

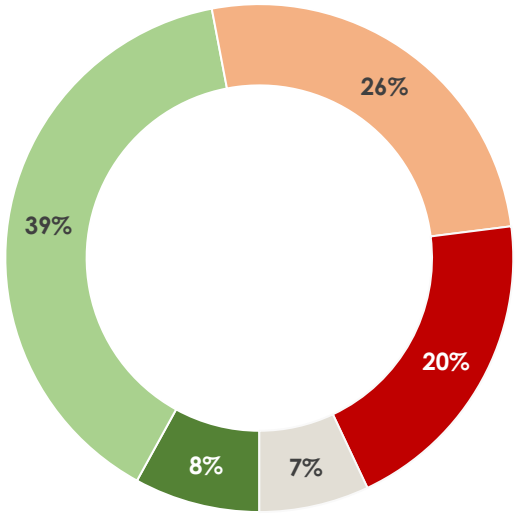
SELON LES PROFILS



Les Français se montrent très divisés sur leur disposition à payer leur protection en fonction de leur niveau de risque

Et vous personnellement, seriez-vous prêt ou non à payer votre protection en fonction de votre propre niveau de risque ?

RÉSULTAT D'ENSEMBLE

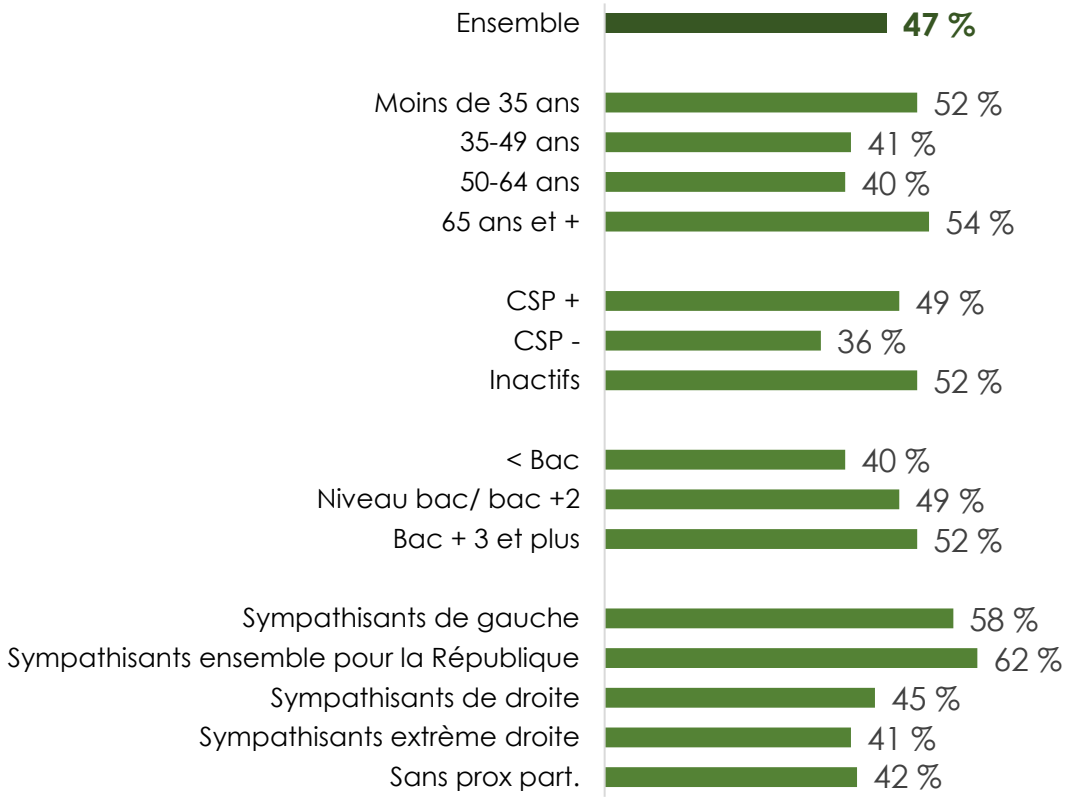


Prêt
47 %

Pas prêt
46 %

Tout à fait prêt
Plutôt prêt
Plutôt pas prêt
Pas prêt du tout
Non réponse

SELON LES PROFILS

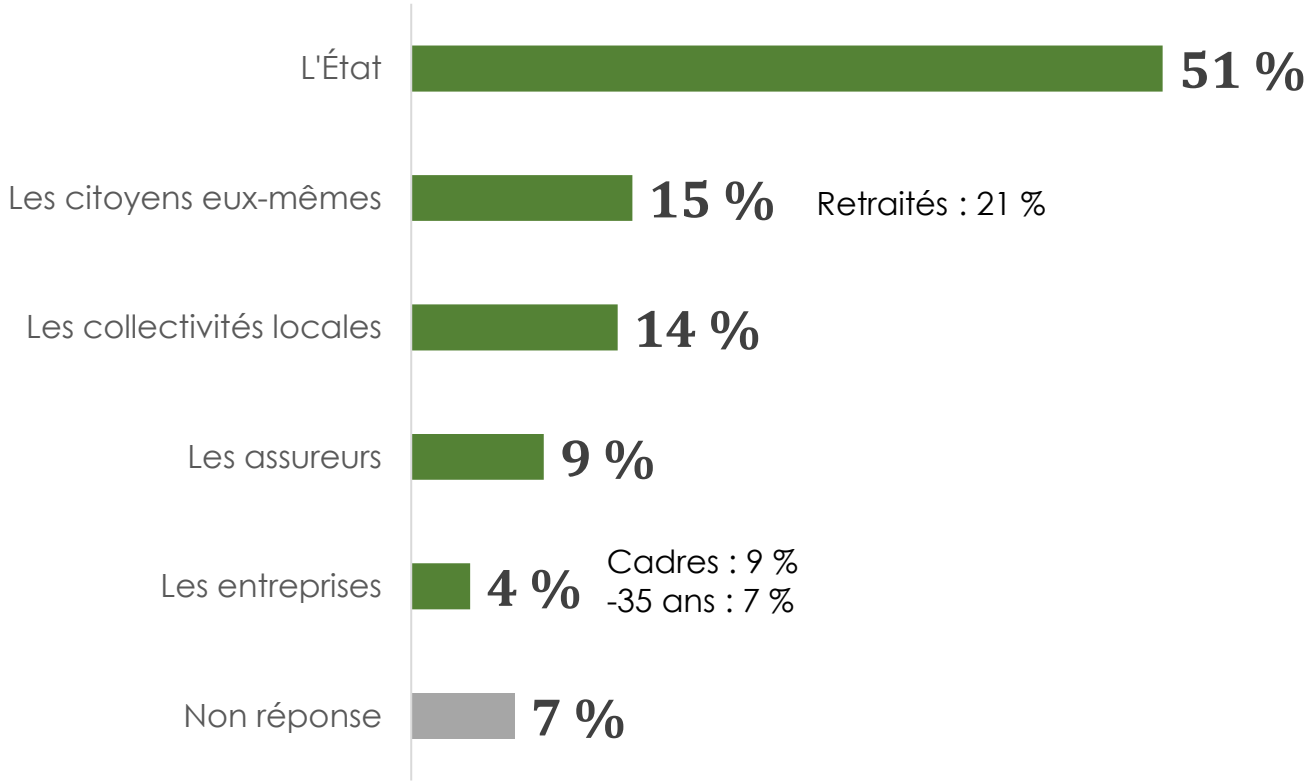


INDICATEURS COMPLÉMENTAIRES · VOLET 1

Agir face aux risques climatiques : responsabilités, arbitrages et priorités

L'État en première ligne pour organiser la protection face aux risques climatiques

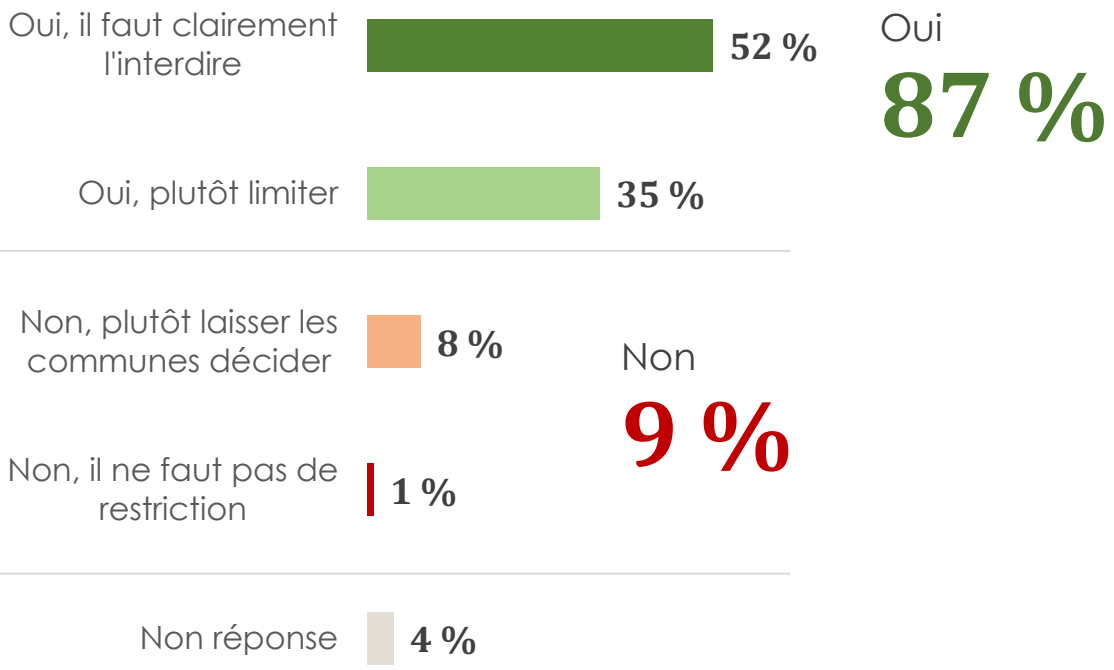
Selon vous, à qui revient-il en priorité d'organiser cette protection face aux risques climatiques ?



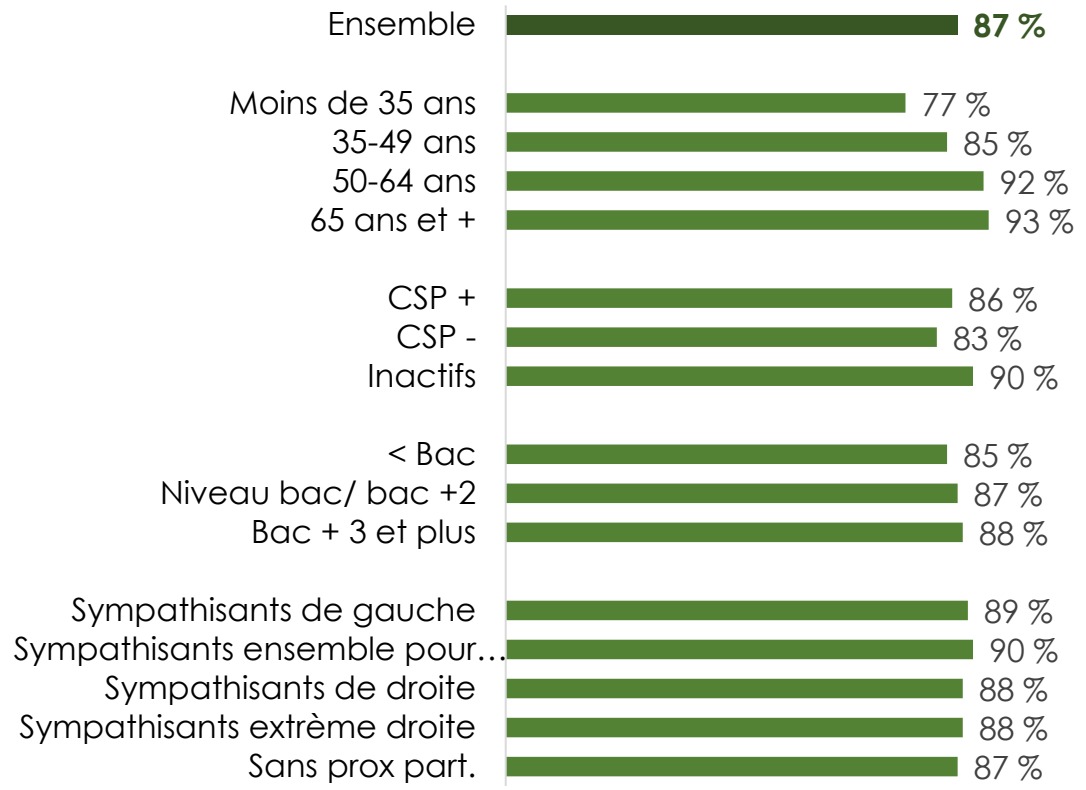
Face aux risques climatiques, près de neuf Français sur dix sont favorables à limiter ou interdire les constructions dans les zones à risque

Faut-il, selon vous, limiter ou interdire la construction de nouveaux logements dans les zones à risque climatique (inondations, incendies, submersion), même si cela freine le développement de certains territoires ?

RÉSULTAT D'ENSEMBLE

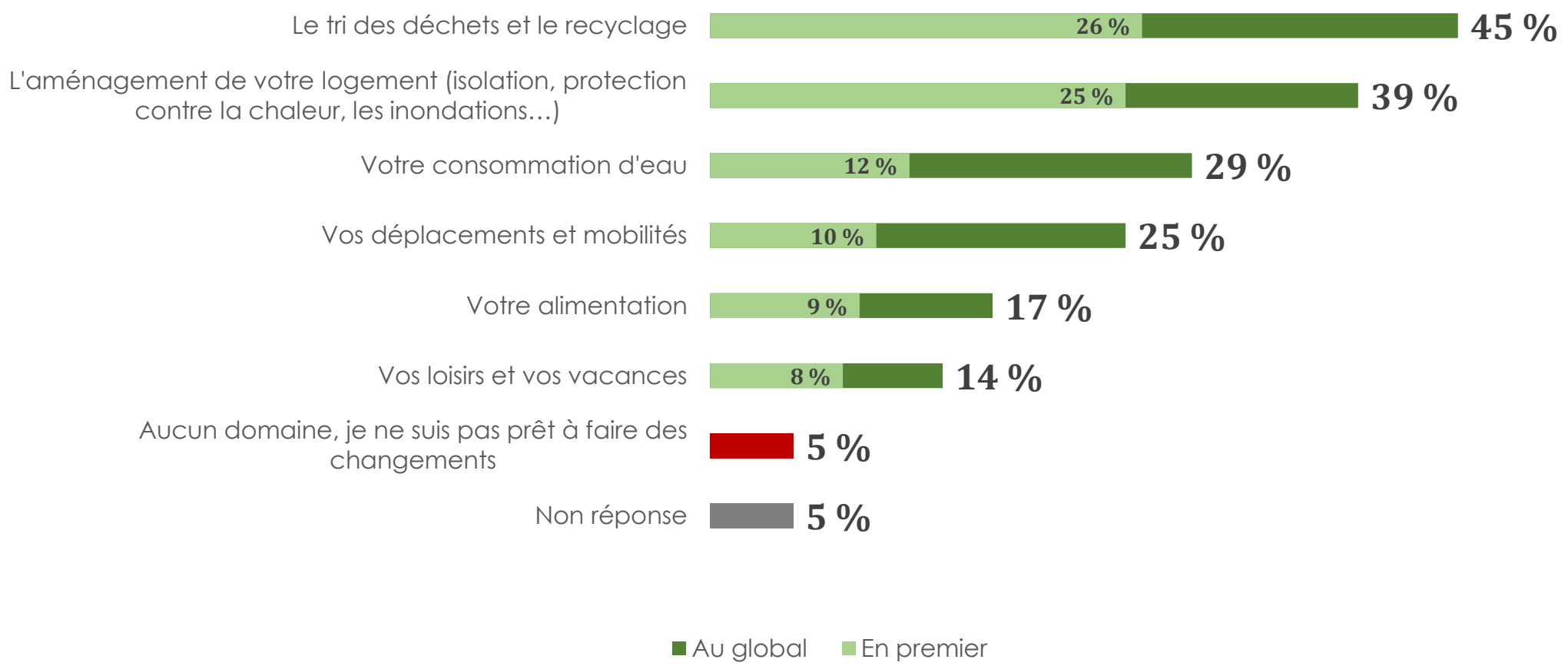


SELON LES PROFILS



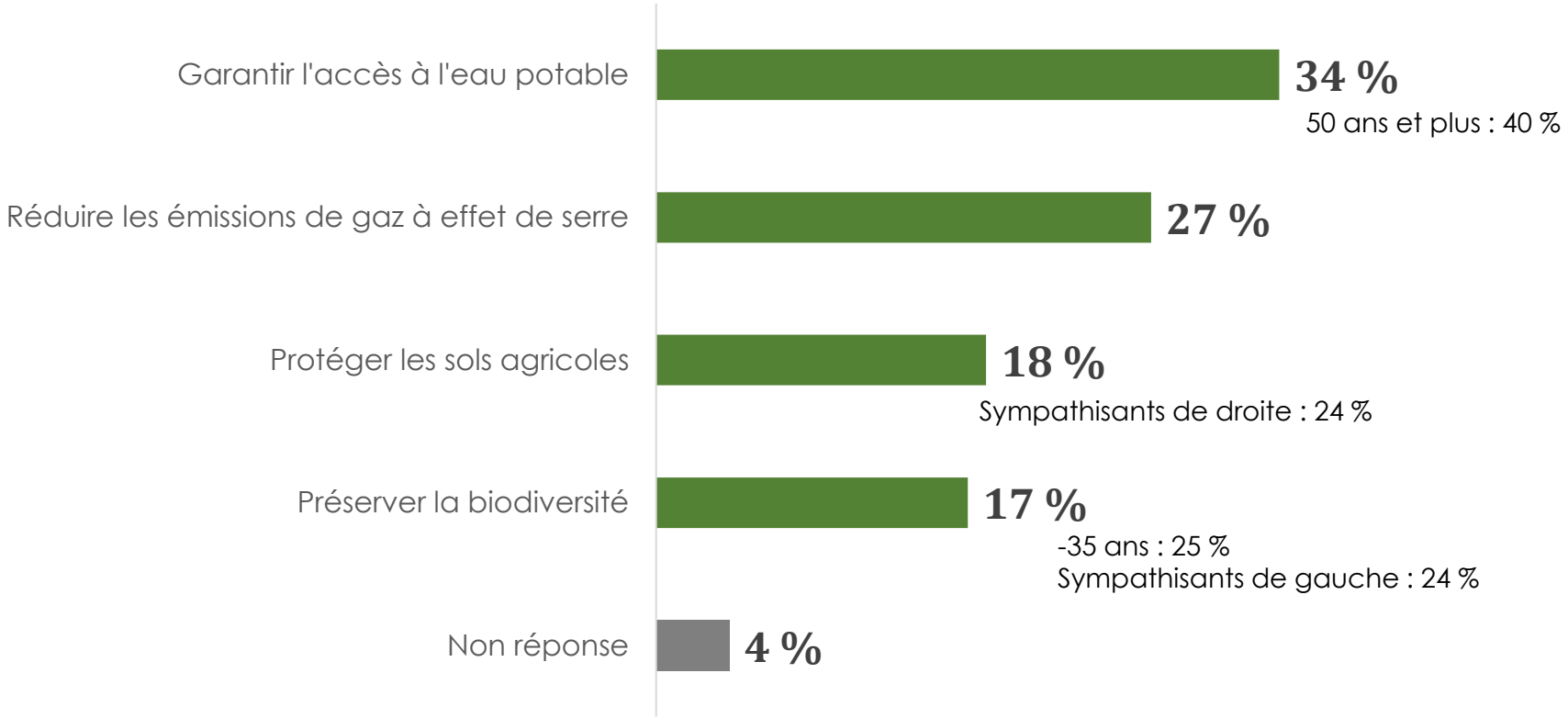
Les changements envisagés portent d'abord sur le tri des déchets et l'aménagement du logement

Dans lesquels des domaines suivants seriez-vous prioritairement prêt à faire des changements pour faire face au dérèglement climatique ?



Face au changement climatique, l'accès à l'eau constitue la première préoccupation des Français

Parmi les enjeux suivants liés au changement climatique, lequel vous semble prioritaire pour la France ?



MERCI.

VIAVOICE

Stratégies d'opinion et de communication
pour l'avenir des entreprises et des institutions

avec le Groupe Les Temps Nouveaux

Les récents travaux publiés par Viavoice sont consultables sur **www.institut-viavoice.com**

9, rue Huysmans, 75006 Paris · +33 (0)1 40 54 13 90 · Viavoice est une SAS indépendante.